

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LE CERGNE
DELIBERATION N° 2025-06-03 01**

EXPRIMES	12
POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0
N'AYANT PAS PRIS PART AU VOTE	0

SEANCE DU 3 JUIN 2025

Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents : 11
Pouvoirs : 1
Nombre de membres votants : 12
N'ayant pas pris part au vote : 0

Date de convocation : 27 MAI 2025

L'an deux mil vingt cinq le trois juin, à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de LE CERGNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mme Hélène VAGINAY, Maire.

PRESENTS : MMES et MM. VAGINAY Hélène, Maire - DECHAVANNE Yves - PALLUET Christine - CLAIR Cyril, Adjoints - PALLUET Françoise - LAURENT Benoît - SIVIGNON Corinne - MARCEAU Laurence - DUGELET Patrick - DECHELETTE Anaïs - ANTOINAT Guy.

ABSENTS avec excuses : VIGNON Pierre - DESPINASSE Stéphan - SUCHEL André (pouvoir à Patrick DUGELET)

Secrétaire élu pour la durée de la session : Yves DECHAVANNE

MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – ARRÊT DU PROJET :

Madame Le Maire rappelle au Conseil Municipal que le 12 avril 2022 par délibération n°2022-25, le Conseil Municipal a prescrit une modification du Plan Local D'Urbanisme de la commune de le Cergne, qui avait été adopté le 24 janvier 2017 par délibération n°2017-003.

Madame Le Maire informe le Conseil Municipal qu'une fois élaboré, le PLU d'une commune n'est pas figé dans le temps. Le Code de l'urbanisme offre plusieurs possibilités d'évolutions.

En application de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme, une modification du PLU peut être effectuée : « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application du I de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions* ». Cette procédure peut être à l'initiative soit du Président de l'établissement public de coopération intercommunal ou du Maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du Maire dans les autres cas.

Madame le Maire dit que l'objectif principal de cette modification réside dans le changement de zonage d'une parcelle AU en AUa. Cette parcelle avait été identifiée dans le PLU approuvé en 2017 comme à urbaniser dans les années futures. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone était conditionnée par la réalisation d'une nouvelle station d'épuration dans le Bourg. Cette station a été réalisée à ce jour.

Ce projet a fait l'objet d'un plusieurs débats au sein des séances Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité :

-DECIDE D'ARRETER le projet de modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de le Cergne tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

-DIT que ce projet sera soumis pour avis aux Personnes Publiques Associés conformément aux dispositions de l'article L.132-7 du Code de l'Urbanisme :

- Monsieur le Préfet de La Loire
- La DDT de la Loire
- La Région Auvergne Rhône Alpes
- Le Département de la Loire
- Charlieu Belmont Communauté
- La chambre des Métiers et de l'Artisanat
- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- La chambre d'Agriculture
- Le SCOT du bassin de vie du Sornin
- L'Institut National de l'Origine et de la Qualité
- Les communes voisines : Cuinzier, Arcinges, Ecoche, Belmont de la Loire, Sevelinges et Cours

-AUTORISE Madame le Maire à poursuivre la procédure

-DIT que la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article R.153-3 du code de l'Urbanisme, fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

P.C.C.

LE CERGNE, le 5 juin 2025

Le Maire,

Madame Hélène VAGINAY,

Le Secrétaire de séance
Yves DECHAVANNE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informer que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon situé au 184 Rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 dans un délai de deux mois à compter de la présente publication, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214200339-20250603-2025060301-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/06/2025